



**HAL**  
open science

**“ Changer de ville, changer de vie. Utopies, aspirations et engagements habitants à Villeneuve d’Ascq ”,**

Michel Rautenberg

► **To cite this version:**

Michel Rautenberg. “ Changer de ville, changer de vie. Utopies, aspirations et engagements habitants à Villeneuve d’Ascq ”,. *Ethnologie française*, 2017, XLVII, (2017/1). halshs-01627251

**HAL Id: halshs-01627251**

**<https://shs.hal.science/halshs-01627251v1>**

Submitted on 8 Sep 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

I VARIA

# Changer de ville, changer de vie Utopies, aspirations et engagements habitants à Villeneuve d'Ascq

Michel Rautenberg  
[Université Jean Monnet de Saint-Étienne](#)

## RÉSUMÉ

L'anthropologie de l'habiter peut trouver dans l'ethnographie des villes nouvelles un terrain propice à la redécouverte d'un champ de recherche un peu oublié depuis la disparition de Paul-Henry Chombart de Lauwe. Notre article montre que l'attachement résidentiel s'élabore dans l'ajustement plus ou moins heureux des aspirations à mieux habiter à une réalité urbaine et architecturale qui s'est parfois éloignée des utopies fondatrices. En s'engageant pour défendre leurs nouveaux logements, les pionniers de la ville nouvelle ont écrit une page de son histoire qui marque encore les relations de voisinage.  
*Mots-clés* : Villes nouvelles. Utopies. Nature en ville. Chombart de Lauwe.

Michel Rautenberg  
[Université Jean Monnet de Saint-Étienne](#)  
[Centre Max Weber](#)  
6, rue Basse-des-Rives  
42023 Saint-Étienne  
[Michel.Rautenberg@univ-st-etienne.fr](mailto:Michel.Rautenberg@univ-st-etienne.fr)

Habiter, résider, demeurer... : la question du lien qui associe l'être humain au lieu où il habite est l'une de celles qui fondent les sciences sociales, parce qu'il synthétise les relations sociales et symboliques de nombreuses sociétés [Lamaison, 1987] ou parce que ce lien donne accès au plus intime de la compréhension des relations humaines [Bourdieu, 1972]. Depuis les fondateurs de la géographie humaine jusqu'aux approches les plus contemporaines de l'anthropologie qui n'interrogent plus la dialectique de l'individu et du groupe, mais ce que Tim Ingold nomme une « perspective résidentielle » comprenant l'humain comme étant indéfectiblement inscrit et déterminé dans son milieu [2013]<sup>1</sup>, la maison est une « part de la nature transformée par l'action et donc la pensée de l'homme » [Godelier, 1984, cité par Ingold, 2013 : 175]. Le refuge, le toit, la demeure disent notre attachement à un lieu/milieu qui fonde notre identité personnelle et familiale, et contribue à organiser nos relations sociales. Ce sont des matrices de notre rapport au temps et au patrimoine qui matérialisent ce lien résidentiel, à la fois le « noyau du fruit, l'arbre, l'avenir » [Chiva, 1987]. Habiter constitue ainsi un lien privilégié où s'expriment les

relations entre la matérialité du monde et le monde des idées et des affects. L'anthropologie de la maison a longtemps privilégié la maison rurale. Mais qu'en est-il de l'habiter dans la ville moderne ?

L'habiter dans la ville moderne, était un paradigme important dans la pensée de Paul-Henry Chombart de Lauwe, initiateur d'une sociologie des aspirations, mais aussi l'un des fondateurs de l'ethnologie urbaine française [Bonnin, 2001 : 116]. Il fut l'un des premiers sociologues à penser « l'ordinaire urbain », à souligner le double risque de la « ville-musée » et de l'application brutale de modèles résidentiels trop éloignés des aspirations des habitants. Il voulait travailler sur le « milieu urbain » en tenant compte à la fois des individus et des contextes matériels où ils vivent [Paquot, 2012]. L'homme doit-il s'adapter à la ville, ou bien est-ce à elle de répondre aux besoins des hommes, demandait-il [Chombart de Lauwe, 1965] ? Ces questions sont éminemment actuelles : si l'homme d'aujourd'hui a vocation à vivre dans une ville, de quelle ville s'agit-il ? Cependant, est-ce la bonne façon de poser le problème alors que la notion même de ville semble se diluer dans l'espace ? Ne devons-nous pas

plutôt envisager la ville comme l'une des modalités de la « perspective résidentielle » ? Sans prétendre faire de Tim Ingold [2013] l'héritier de Chombart de Lauwe, ce qui serait pour le moins inattendu<sup>2</sup>, on peut souligner qu'ils partagent un même souci, avec d'autres auteurs, qui considèrent l'humain à partir des relations établies avec tout ce qui l'entoure. L'habiter prend sens dans des pratiques de l'espace et dans l'usage des lieux, y compris dans ses dimensions affectives et symboliques, et non pas dans une quelconque ontologie inspirée de la philosophie heideggerienne. Ce retour à l'individu et à ses manières d'habiter les lieux nous semble être nécessaire pour comprendre la ville moderne.

Avec les « villes nouvelles », créées dans les années 1970, nous avons une bonne illustration, sur la durée d'une génération, d'une expérience urbaine qui a parfois tenté de prendre en considération le point de vue de l'habitant. Dernière grande utopie urbaine des Trente Glorieuses, la ville nouvelle était sensée mieux répondre aux aspirations des Français que les grands ensembles qui les avaient précédés. Plus largement, la ville nouvelle peut aussi être considérée comme un laboratoire de l'anthropologue qui lui permet de mieux comprendre l'attachement résidentiel. Parce que chacun des habitants peut assez facilement s'approprier son histoire sur toute sa durée, parce que les témoins de sa naissance sont encore présents – et souvent assez prolixes –, parce que son acte d'institution s'est accompagné de force documents, études et comptes rendus des tensions entre la puissance publique et ses nombreux acteurs – promoteurs, élus, habitants organisés ou non –, la ville nouvelle, dans sa courte histoire, offre un panoptique rarement accessible au chercheur. À ce titre, Villeneuve d'Ascq, sur laquelle nous avons travaillé, est exemplaire tant par ce qu'elle révèle d'histoire commune avec les autres villes nouvelles que par ses singularités. S'appuyer sur le récit des habitants – de certains habitants – ne nous racontera pas l'histoire de Villeneuve d'Ascq, en revanche leur récit est à même de dégager quelques points occultés d'une historiographie souvent trop officielle. Nos enquêtes ont montré que les « aspirations » des habitants à mieux habiter avaient marqué la naissance de la ville nouvelle et contribué à nourrir ce que nous avons appelé sa « mythologie » [Lefebvre et Rautenberg, 2010 : 183 *sqq.*]. Ce cadre particulier nous a permis de confronter cette ethnographie des aspirations<sup>3</sup> que nous avons conduite à des utopies – ou plus prosaïquement à des projets résidentiels découlant de ces utopies – qui étaient partagées par les pionniers autant que par les politiques et par les aménageurs.

## ■ Les villes nouvelles, chantiers des « aspirations » habitantes

Dans *Pour une sociologie des aspirations* [1971], qui rassemble onze textes publiés pour l'essentiel entre 1965 et 1968, Chombart de Lauwe ne donne pas de définition canonique de la notion d'aspiration. En théorie, l'aspiration est un mouvement de l'esprit, une dynamique de l'imagination, de la pensée et des sens qui est orientée vers une fin. Reprenant une image que Bachelard emprunte à Rilke, il précise qu'elle appartient à l'individu qui, « dans la vie réelle (est) poussé par l'arc bandé loin derrière lui et entraîné par la flèche qui l'attire loin devant » [Chombart de Lauwe, 1971 : 17]. C'est que « les aspirations correspondent à des désirs tournés vers une fin, un but, un objet » [*ibid.*] : désir de posséder un objet ou un bien, mais aussi espoir d'un changement pour soi-même ou pour les autres, ou espérance plus idéalisée. Elles expriment « la personnalité tout entière de l'individu » [*ibid.* : 29], mais elles sont aussi à l'interface des rapports entre l'individu et la société. Elles vont se traduire dans des projets que les individus chercheront à réaliser en satisfaisant à leurs « intérêts libres » [*ibid.* : 57], c'est-à-dire les choix qu'ils font de manière autonome mais sous l'influence de leur environnement. Elles vont ainsi répondre à des besoins et aux « pulsions » venant du corps physique que nous pourrions d'une certaine manière rapprocher de ce que les anthropologues fonctionnalistes nommaient les besoins primaires : se nourrir, trouver un toit etc. – mais aussi à des besoins « nés de la vie sociale » comme le besoin de « statut » ou celui de « communication » [*ibid.* : 16].

Le propre des aspirations est d'être communicables, en particulier par des images, des signes ou des symboles qui sont partagés par une communauté. En pleine période des Trente Glorieuses au cours de laquelle les Français découvrent la « société de consommation », les problèmes de logement restent patents et, alors que la question des classes sociales mobilise la plupart des sociologues, les aspirations sont souvent indexées à l'amélioration des conditions de vie, en particulier celles des femmes des milieux populaires sur lesquelles l'équipe de Chombart a beaucoup travaillé<sup>4</sup>. Sociologue engagé et militant, il mobilise également ces aspirations des habitants pour défendre leurs points de vue vis-à-vis des architectes qui prétendent les « éduquer » et les faire entrer dans la « civilisation française actuelle » qui demanderait, par exemple, qu'on exclut de la cuisine la prise des repas [*ibid.* : 97].

Les architectes, que Chombart cherchait à convaincre de l'existence de ce qu'on pourrait appeler une « intelligence habitante », appliquaient des modèles fondés alors pour une bonne part sur les principes fonctionnalistes du mouvement moderne. Quelques années plus tard, à la suite de l'accusation faite aux grands ensembles de déshumaniser la vie urbaine, de l'influence des utopies sociales du mouvement de mai 1968 et de l'action plus politique du ministère en charge du logement [Dussart, 2012], les architectes vont s'engager dans des projets moins rigides, laissant plus de places à l'épanouissement de l'habitant, travaillant à la gradation entre les espaces publics et privés [Eleb-Vidal *et al.*, 1988]. L'imaginaire bâtisseur des professionnels de la construction de l'époque justifie très régulièrement les positions de ces derniers en prétendant répondre aux aspirations des habitants, en particulier celles des femmes, perçues à travers les Enquêtes Logement [Imbert, 2005 : 27- 28]. Ce moment charnière des années 1970 dans les politiques de construction, c'est aussi celui de l'apparition des villes nouvelles, conçues comme de vastes chantiers de l'innovation architecturale, urbaine et sociale, où flottait encore le « parfum des utopies sociales ou architecturales et la mémoire d'épopées politiques » [Vadelorge, 2003 : 21]<sup>5</sup>. L'influence de Chombart s'exerçant alors au sein des écoles d'architecture et du milieu des aménageurs, il est reconnu comme l'un des inspirateurs de la politique des villes nouvelles [Rautenberg *et al.*, 2003].

Dans ces nouveaux espaces urbains conçus autour de l'idée de faire naître une « vie nouvelle » autour de la « liberté de choix » des résidents [Imbert, 2005 : 45], applications certes imparfaites du fameux slogan des « villes à la campagne » pour certaines d'entre elles, mais aussi cadres d'expérimentation de nouvelles pratiques administratives et politiques [Roullier, 1989], comment les utopies libératrices de mai 1968 ont-elles rencontré une réalité urbaine qui était à construire ? Comment cet apparent souci des aménageurs et des architectes de tenir compte des modes de vie des habitants, des « aspirations », – telles que définies par Chombart –, a-t-il répondu aux attentes de ces derniers ? Que peut-on dire des expériences concrètes d'urbanisme portées par une utopie urbaine dans les années 1970 ?

Les travaux conduits dans les années 1990 et 2000 sur les villes nouvelles montrent que les intérêts des habitants pour leur ville sont constants par exemple avec le développement de recherches sur le passé du territoire, y compris la description des « activités rurales ancestrales<sup>6</sup> » [Vadelorge, 2003 : 25]. Certains archivistes

amateurs collectionnent avec passion les traces de la naissance et des premières années de la ville nouvelle ; souvent émergent les récits plus ou moins romancés des « combats » que menèrent les « pionniers », comme ils s'auto-désignent souvent, contre l'État, représenté généralement par l'Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle, ou contre les promoteurs privés [Lefebvre et Rautenberg, 2010 : 80 *sqq.*]. Il s'agit d'une véritable « histoire épopée » dans laquelle un même vocabulaire est généralement partagé par les associations d'habitants et par les aménageurs publics : « innovation, laboratoire, utopie, [...] pionniers, participation, expérimentation » [Vadelorge, 2003 : 26].

Les enquêtes que nous avons conduites à Villeneuve d'Ascq entre 2003 et 2006<sup>7</sup> valident, pour l'essentiel, les travaux des spécialistes de l'histoire et de la sociologie des villes nouvelles<sup>8</sup>. Certes, les villes nouvelles de province ont des particularités, par exemple en termes de peuplement, qui les distinguent de leurs consœurs de la banlieue parisienne. Villeneuve d'Ascq est une « ville à la campagne ». Elle a, comme beaucoup, un tissu dense d'associations, y compris patrimoniales et des « pionniers » dynamiques ; elle appartient à la communauté urbaine de Lille dont le président – par ailleurs maire de Lille –, était à la tête l'Établissement public d'aménagement<sup>9</sup>, et elle possède l'un des plus forts taux de logement sociaux de l'agglomération<sup>10</sup>. Elle fut aussi la première à rejeter la tutelle de l'État et à prendre sa totale autonomie dès 1985.

### Méthodologie

Cette recherche s'est effectuée en deux phases. Une première phase est une recherche collective financée par le Programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles portant sur l'évolution de la notion d'espace public dans les villes nouvelles de Villeneuve d'Ascq et de Vitrolles [Rautenberg *et al.*, 2003]. La seconde, soutenue par le ministère de la Culture, a porté plus spécifiquement sur Villeneuve d'Ascq [voir Rautenberg et Lefebvre, 2006]. Elle s'appuie sur des sources variées : entretiens réalisés dans la région lilloise et à Paris auprès des aménageurs, paysagistes et architectes ayant œuvré à la construction de la ville nouvelle ; observations régulières dans des contextes variés : participation aux visites guidées de la ville, aux activités culturelles, fréquentation des magasins, relations personnelles (Villeneuve d'Ascq accueillant l'université, nous y avions de nombreuses connaissances) ; dépouillement systématique de la presse municipale entre 1977 et 1985, puis de 2003 à 2005, ainsi que de la presse institutionnelle (publications de l'établissement public etc.) ; requêtes auprès de l'INSEE et des services de la ville sur les données socio-démographiques entre 1977 et 2006 ; entretiens approfondis et répétés avec 22 habitants, hors de nos relations personnelles.

## ■ Villeneuve d'Ascq, les utopies de la ville nouvelle<sup>11</sup>

Dans l'histoire de la ville nouvelle, nous pouvons identifier trois périodes. Une première commence avec l'annonce du projet de création en 1969 jusqu'à l'élection de Gérard Caudron à la mairie, en 1977, à la tête d'une liste d'opposition socialiste qui réclame l'arrêt de l'extension de la ville<sup>12</sup>. Les premiers habitants arrivent en 1973 et, très vite, devant les erreurs de conception, les inachèvements de travaux et les mal-façons, certains s'organisent pour défendre leurs intérêts. Une deuxième période, entre 1977 et le début des années 2000, correspond à la consolidation de la ville nouvelle : extension des quartiers dans le périmètre qu'on connaît aujourd'hui, dissolution de l'établissement public en 1983, ouverture des équipements d'intérêt communautaire (musée d'Art moderne, arrivée du métro qui relie Villeneuve d'Ascq à Lille). Jusqu'aux années 2000, la ville cherche à s'émanciper d'une image de ville nouvelle, jugée « usée », pour construire son identité propre<sup>13</sup>. Depuis, une troisième période semble engagée avec la progressive normalisation démographique de la ville consécutive au départ de nombreux « pionniers » des années 1970 au moment de leur retraite, au vieillissement de la population, à la reprise de la construction de logements.

Ce que nous pouvons appeler les « utopies de la ville nouvelle » portées par ses initiateurs et bâtisseurs se résument à trois grandes idées : la « ville verte » déjà évoquée, traduction moderne de cette vieille idée de mêler les atouts fonctionnels de la ville avec les avantages hygiéniques et ludiques de la campagne. Elle va trouver diverses traductions concrètes : séparation des circulations pédestres et motorisées, multiplication des plans d'eau et des espaces verts, nombreux jardins privés, y compris dans des habitats locatifs, préservation autant que possible de la production agricole sur le territoire, mise en place de politiques actives de préservation de la flore et de la faune. En deuxième lieu, la « ville participative », promue par l'établissement public d'aménagement dès le départ avec la création des PHAR [participation des habitants avant réalisation] – groupes de travail dans lesquels les professionnels se font régulièrement prendre à partie par les premiers habitants et les résidents des anciennes communes<sup>14</sup> –, est réactualisée par les municipalités qui se sont succédé via divers outils de politique publique. Enfin, la valorisation d'une compétence habitante particulière

que nous avons appelée « ouverture », qui se traduit par le souhait de faciliter les échanges entre les habitants à travers divers dispositifs architecturaux (les plans des appartements et des maisons individuelles en « raquette » afin de favoriser les vis-à-vis), la proposition de laisser les copropriétaires s'auto-organiser, l'interdiction d'élever des barrières hautes entre les jardins, la création d'une école « ouverte » ou l'accueil de nombreux réfugiés chiliens.

Ces belles idées, qui guidaient l'action des aménageurs et donnent une certaine cohérence au projet d'ensemble, étaient partagées par la plupart des « pionniers » que nous avons rencontrés, et nous les retrouverons tout au long de l'histoire de l'installation des nouveaux habitants. Ainsi les propos de François, qui était étudiant en géographie au moment de la création de la ville nouvelle, illustrent bien ce que nous avons souvent entendu :

Dès le début, je suis séduit par le projet villeneuvois et j'y souscris tout à fait. La qualité de la vie et être au cœur de cette aventure magnifique. La région Nord-Pas de Calais, à cette époque-là, était une région qui avait vraiment triste mine, elle était tout sauf verte. Et quand on allait en Belgique, aux Pays-Bas et qu'on découvrait tous ces aménagements paysagers, la place faite aux piétons, etc. ! C'étaient des choses qu'on rêvait de voir en France. Or, on avait la chance de les voir se créer sous nos yeux.

Dans cet espace conçu pour favoriser les échanges, se développera une sorte de disposition collective à la démocratie locale et à la concertation entre responsables et habitants qui se déclineront dans les chartes de quartiers, dans la constitution de forums divers, dans un foisonnement associatif et de rencontres entre voisins.

## ■ Emménager en ville nouvelle pour vivre mieux

Dans les biographies résidentielles, le déménagement est souvent un moment charnière qui permet de rebattre les cartes. On déménage pour vivre mieux, vivre dans des appartements plus grands, avoir un jardin pour les enfants ou faire son potager, échapper aux « cages à poules » des immeubles HLM de Roubaix ou au bassin minier. Il s'agit aussi, souvent, de devenir propriétaire<sup>15</sup>. Mais changer de ville, de quartier,

d'appartement ou de maison, offre aussi l'occasion de faire un bilan de sa vie et de la projeter dans un avenir qu'on s'est choisi. Déménager, c'est réévaluer les événements de notre vie passée. Faisant le tri dans notre univers familial, nous faisons le bilan de nos intimités domestiques [Dassié, 2010]. Il s'agit d'une véritable « mise à l'épreuve » [Martucelli, 2006], un ensemble de défis qu'on se pose à soi-même, à notre relation aux autres, famille, amis et voisins, à notre rapport au temps, à l'espace de la ville et à notre environnement quotidien. Si habiter fonde notre relation à l'espace, comme nous l'avons vu en introduction, déménager commande d'évaluer la solidité de nos relations sociales et affectives. Ainsi, plusieurs épouses ayant dû suivre leur conjoint ont exprimé leurs blessures, le véritable traumatisme qu'a constitué un emménagement dans une ville dans laquelle elles mirent longtemps à trouver leurs repères. Cependant les cas sont rares : bien plus nombreux sont ceux qui ont vécu leur arrivée positivement, ou qui ont oublié les premières désillusions.

Les nouveaux habitants arrivent porteurs d'expériences résidentielles antérieures qui leur fourniront des ressources mobilisables dans leurs nouveaux foyers. C'est ce que nous avons appelé le « creuset des dispositions<sup>16</sup> » [Lefebvre et Rautenberg, 2010 : 54 *sqq.*], où sédimentent les trajectoires familiales, professionnelles et sociales, et où se déterminent pour partie les aspirations résidentielles. Il est étroitement corrélé aux origines sociales. Déjà, dès les premières années, on dit de Villeneuve d'Ascq qu'elle est une ville de cadres, d'enseignants, de « cols blancs ». C'est plus ou moins vrai, statistiquement parlant<sup>17</sup>. La plupart des quartiers sont relativement homogènes du point de vue de leur composition sociale<sup>18</sup>, mais ils le sont moins si l'on considère l'origine sociale ou les cursus résidentiels et professionnels de leurs habitants. Parmi nos enquêtés, plusieurs sont d'origine ouvrière ou modeste, venus là dans une démarche d'ascension sociale. Les autres sont originaires des couches moyennes. Les origines géographiques sont variées : si, au début, la ville nouvelle rebute nombre de gens de la région, en 1999, 74 % des Villeneuvois étaient nés dans le département du Nord. Parmi nos enquêtés, un tiers provient d'une autre région française, 20 % sont originaires d'une ville de la région hors agglomération lilloise, et la moitié vient de la métropole lilloise. Globalement, nos entretiens confirment les enquêtes de l'INSEE : Villeneuve d'Ascq est une terre d'accueil pour les ménages en ascension sociale, mais aussi pour des ménages en mobilité professionnelle<sup>19</sup>.

Parmi les dispositions qui influenceront sur les aspirations des gens à venir s'installer à Villeneuve d'Ascq, l'expérience acquise pendant l'enfance tient une place importante : les personnes qui, enfants, ont connu des environnements familiaux marqués par la solidarité de voisinage ou le militantisme avancent cette prédisposition pour expliquer leur attrait pour la sociabilité villeneuvoise et leur engagement public. Ces dispositions sont également à chercher dans des formes d'urbanisation auxquelles ils restent attachés, et qu'ils vont vouloir retrouver dans le projet résidentiel. S'installant à Villeneuve d'Ascq, le nouveau venu sera sensible au marquage de chaque quartier<sup>20</sup>, même s'il s'agit de personnes récemment installées. Le quartier est comme le « petit village » où l'on habitait autrefois, c'est un territoire dans lequel l'interconnaissance est supposée possible et, s'il est à proximité de l'un des anciens bourgs qui ont gardé leurs commerces, voire leur église et leurs bistros, c'est encore mieux.

Le principal objectif, quand on déménage, c'est ~~e-est~~ de vivre mieux, comme le montrait déjà Chombart de Lauwe [1965]. Ces aspirations concernent moins la superficie des logements ou l'insonorisation qu'il évoquait [1965 : 177 *sqq.*] que la qualité de l'environnement. Si les années 1960 avaient été celles de l'accession à la modernité et au confort de l'habitat collectif des cités, quinze ou vingt ans plus tard, le « mieux vivre » est synonyme, pour beaucoup, de départ du grand ensemble pour habiter dans une maison individuelle, ou un appartement qui en possède quelques caractéristiques comme l'accès individualisé. Plusieurs des personnes interrogées avaient passé quelques années en HLM, et toutes en avaient gardé un plutôt mauvais souvenir. Déménager, ce n'est pas seulement trouver un logement, c'est aussi rompre symboliquement avec le passé, avec certaines formes urbaines et avec les modes de relations qu'elles impliquent.

Les résidents de Villeneuve d'Ascq ont pris acte de l'étirement urbain et de l'éloignement des services et des commerces. La plupart des gens interrogés avaient une idée de la ville dans laquelle ils avaient envie de vivre. Deux modèles dominent : une métropole vivante, dotée de services, d'équipements culturels, de magasins ; une ville moderne, ouverte sur la nature, écologique. Un troisième modèle est transversal aux deux précédents, celui du territoire d'interconnaissance au sein duquel il est facile de lier des relations, appelé « petit quartier » ou « petit village » – ce qui reprend les expressions de Chombart de Lauwe, mais avec une connotation essentiellement résidentielle.

Cette aspiration se traduit d'un point de vue urbanistique dans un espace désigné comme la « raquette » ou la « bulle » avec des maisons ou de petits immeubles organisés autour d'une placette.

Certaines aspirations à la ville évoquent la citadinité de la métropole avec les notions de mouvement, d'échange, de liberté, de richesse culturelle, d'anonymat bien connues depuis Simmel. Prime alors le modèle d'une ville où l'on aime se rendre – en métro – pour les loisirs culturels, pour faire du shopping, pour déambuler dans les rues des « vieux quartiers » avant de rentrer dans son petit quartier protecteur et lové dans la verdure. À ce titre, la proximité de Lille est considérée un indéniable atout de Villeneuve d'Ascq. D'autres privilégient le cadre de vie, le confort de la ville moderne, la qualité de ses services. Cette ville moderne s'oppose à la ville traditionnelle parce qu'on y trouve des espaces verts, une architecture novatrice, des cheminements piétons et cyclistes, la nature, mais aussi des expériences pédagogiques novatrices, un encadrement pour les enfants, des activités sportives et culturelles. Ici « ville nouvelle » s'oppose à « ville polluée », triste, grise, aux briques rouges des villes du nord. Elle serait le royaume des écolos et des amoureux de la nature. Même si elle n'est pas tout à fait une « vraie » ville, avec un « vrai » centre, et encore moins un village entouré de champs, Villeneuve-d'Ascq représente un lieu agréable de promenade à proximité de la « vraie » grande ville. Nancy ne se voit pas habiter ailleurs que dans sa maison près du lac :

Alors oui, ça répond à la demande que j'avais qui était un plain-pied, donc c'est un appartement... avec un jardin... bon, c'est une maison... pour moi, je dis toujours, c'est ma maison [...]... un environnement comme ça me correspond bien. Mais avec le jardin donc c'était important pour moi, ou la vue sur le lac, pour moi c'est hyper important aussi la nature.

« Ville à la campagne », « ville verte », Villeneuve d'Ascq avait beaucoup misé sur la bonne intelligence entre les fonctions urbaines et résidentielles traditionnelles et un environnement conçu comme étant le plus paysager et écologique possible. Cependant certaines belles idées sont passées par pertes et profits, comme la séparation entre les cheminements piétons et les voitures. Les rues ont retrouvé leurs trottoirs, et les chemins piétons sont peu utilisés en temps normal, peut-être un peu plus souvent les week-ends et par les joggers.

## ■ Installation, déception et mobilisation

Que deviennent les aspirations à mieux vivre pour les nouveaux habitants de Villeneuve d'Ascq ? Est-elle bien ce « laboratoire » d'une vie urbaine nouvelle dans laquelle l'habitant prendrait toute sa place ? Comment les dispositions acquises et les aspirations sont-elles mobilisées dans la rencontre avec l'environnement de la ville nouvelle ? Les habitants sont-ils – et en quoi ? – acteurs de leur insertion dans la ville, de la transformation de la ville ? Nos enquêtes confirment les conclusions des études plus globales réalisées à la même période que nos enquêtes par l'Institut Louis Harris dans les villes nouvelles d'Île-de-France [Programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles françaises, 2005 : 131 *sqq.*] : ils se sont installés durablement avec une certaine mobilité résidentielle dans la ville, ils sont globalement satisfaits de leur logement et de leur quartier, ils connaissent une sociabilité de proximité plus intense que dans les communes d'où ils venaient.

Cependant, les premiers temps furent difficiles et les récits s'enflamment encore parfois quand les pionniers évoquent les conditions de leur arrivée. Rien n'était comme ils l'avaient imaginé. La ville idéale, la ville attendue, celle qu'on leur avait promise, n'était pas au rendez-vous. Ils ont le sentiment d'avoir « essuyé les plâtres », comme si les concepteurs de la ville nouvelle avaient négligé les hommes en chair et en os. Il manquait de nombreux trottoirs et les gens marchaient dans la boue, les transports en commun étaient inexistantes, et l'éclairage public défaillant :

On nous avait dit : « vous arrivez dans la ville nouvelle », donc nous on s'attendait [...] à devoir clôturer et s'occuper du jardin, mais on s'est jamais... par exemple, on a vécu deux ans dans le noir, personne ne savait qui allait gérer l'éclairage public ! On en était là ! [...] Ils avaient fait des brochures superbes, disant que nous étions dans le paradis terrestre, alors que [...] c'était plutôt l'enfer que le paradis... disons, le purgatoire... [rires].

La déception et la colère poussent les habitants à se regrouper contre l'ÉPALE. Ils montent des associations de quartier, ou utilisent les associations syndicales de copropriétaires pour se défendre.

Ça a été le lever de boucliers, on s'est tout de suite consultés, rencontrés... on a secoué ces pauvres techniciens de l'Épale qui se sont fait traiter de tous les noms

d'oiseaux ! [...] Alors, c'est ce qui permet de suite de s'associer... et puis commencer la dure bagarre qui fut la nôtre, les pionniers de la ville nouvelle... On est parti effectivement avec le drapeau rouge face à l'ennemi qui était le promoteur bien évidemment.

Ces associations syndicales vont jouer un rôle important auprès de l'ÉPALE puis de la mairie. Elles vont obtenir que l'ensemble des voies de circulation restent de la compétence des pouvoirs publics, elles vont défendre les intérêts des copropriétaires dont les appartements présentaient de nombreuses malfaçons. Elles vont aussi organiser l'accueil des nouveaux arrivants dans les lotissements, prendre en charge une partie de l'entraide :

Après ça, c'est moi qui faisais l'accueil des voisins et puis la présentation avec des relations qu'on avait. Il y avait un nouveau qui ne venait pas, qui ne se présentait pas, et ben, moi j'allais sonner chez lui : « tiens, tu viens pas boire un coup, justement j'invite tel voisin et tel voisin », et c'était parti comme ça.

Déjà formés dans leurs familles et rodés par des activités militantes syndicales et politiques, certains sont tout désignés pour se lancer dans la bagarre et prendre des responsabilités. C'est donc un moment crucial de l'histoire politique et sociale de Villeneuve d'Ascq qui s'est joué pendant ces premières années. Autour de ces mouvements revendicatifs se construira cette image de « pionniers » qui colle à ces Villeneuvois de la première heure. L'intérêt collectif qu'ils défendent les rassemble. L'absence de local amène les gens à se réunir chez l'un ou chez l'autre, conférant à leur mobilisation une dimension interpersonnelle supplémentaire. Avec eux, la matrice associative de la ville se met en place, et au sein de ces mouvements apparaissent les premiers militants qui joueront un rôle majeur dans le dynamisme associatif de la ville<sup>21</sup>.

### ■ Aspirations des habitants, ajustements et aménagement des lieux

En 2006, plus de trente ans après l'arrivée des premiers habitants, la mémoire de ces luttes et de l'engagement des nouveaux Villeneuvois pour la finition de leur ville était encore vive chez les plus anciens. Mais elle n'est guère transmise, hors de la famille proche. Dans l'exposition réalisée en 2010/2011 au

musée château de Flers par les archives municipales, cette histoire est passée sous silence. C'est tout juste si l'on apprend que les habitants du quartier du Château s'étaient mobilisés en 1982-1983 contre la construction d'une résidence, en face du château, événement qui donna lieu alors à des actions en justice et fut donc relaté dans la presse locale. Dans l'exposition et son catalogue, Villeneuve d'Ascq apparaît comme l'œuvre d'architectes, d'urbanistes, d'élus et de fonctionnaires de l'État, résultat de la raison technique qui accompagne les logiques politiques et fonctionnelles. Très peu de place est laissée aux habitants. C'est une histoire institutionnelle qui fait une large place à « l'édification d'une mémoire politique propre à la ville » [Tellier, 2003], avec sa geste politique, ses événements fondateurs et sa mythologie ; les histoires parcellaires, particulières, sensibles de ses habitants n'ont pas de place dans l'espace public de l'exposition, pas plus qu'elles n'en ont vraiment dans l'espace public de la ville. Celles-ci ne sont pas étanches à celle-là, elles s'en imprègnent, parfois elles la contestent, cependant elles nous racontent une autre ville qui ne peut pas se résumer en une *story telling* bien huilée.

Entrer dans Villeneuve d'Ascq par la mémoire des habitants, par exemple celle des pionniers, en écoutant quelles étaient leurs motivations pour venir vivre ici, et les expériences de leur installation, laisse entendre un autre propos qu'on retrouve dans d'autres villes nouvelles [Saint-Pierre, 2014]. Nous voyons alors que l'habitant transforme son environnement – son milieu, avons nous écrit – autant que celui-ci le transforme. Il s'investit dans l'association syndicale de son lotissement en la détournant de son objet premier pour la faire évoluer en association de défense des copropriétaires, parce que son logement et ses abords ne correspondent pas à ce qu'ils souhaitent en emménageant. Il en fait aussi un instrument de la sociabilité de quartier. Ses aspirations s'ajustent avec l'installation puis au fur et à mesure des expériences vécues : le militant communiste se retrouve en position de défendre des propriétaires qui sont ses voisins, et la responsable financière d'une entreprise devient présidente de l'association syndicale de son lotissement. Ainsi, chacun s'ajuste, les habitudes résidentielles se sédimentent, et l'attachement au lieu prend de plus en plus d'épaisseur. Les modes d'habiter s'élaborent comme des constructions permanentes que les habitants inventent à chaque instant pour rendre compatibles leurs aspirations avec un environnement social et spatial qui devient le leur.

Revenons, pour conclure, sur l'association entre les notions d'aspiration et d'habiter dont nous avons pu voir la pertinence à l'épreuve de l'histoire de Villeneuve d'Ascq. Afin de défendre à la fois le point de vue de la sociologie face aux aménageurs, et le point de vue des « ouvriers » et des « ouvrières » en tant qu'habitants émancipés, Chombart de Lauwe avait conçu la notion d'aspiration pour souligner la nécessité de prendre en considération leurs « besoins » et leurs demandes à mieux habiter. Il insistait souvent, dans les essais qui composent *Des hommes et des villes* [1965], sur l'importance qu'il y avait à bien comprendre l'individu dans son environnement social et physique : attention portée au voisinage, à la surface minimale par résident, à l'insonorisation, par exemple. Étroitement associée aux stratégies résidentielles des « classes populaires », la notion d'aspiration permettait de décrire et de mieux comprendre comment chaque habitant pouvait s'approprier son logement et ses abords. Ce que nous voyons à Villeneuve d'Ascq, c'est que l'ethnographie des aspirations des habitants garde tout son sens pour comprendre les relations

qu'ils entretiennent à la ville et à leurs logements. Ces aspirations à mieux vivre, à nouer des relations de voisinage, à s'engager dans la vie collective, s'appuient sur des dispositions préalables variées, allant de l'exemple familial à la pratique militante. Recueillir ces récits sur les projets résidentiels passés et décrire comment ils se sont réalisés nous permet d'indexer chaque parcours résidentiel à une biographie et de repositionner la notion d'aspiration dans un autre environnement social, urbain et idéologique. La notion de « besoins » qui sous-tendait fortement la sociologie de Chombart n'est plus opératoire aujourd'hui : si ces aspirations restent socialement déterminées, les utopies de Mai 1968, la critique de la ville fonctionnaliste ou le désir de nature ont manifestement tracé un autre cadre qui reste pertinent trente ans plus tard. Plutôt qu'une entrée par la ville, privilégiée par les analyses urbaines, une entrée par les modes d'habiter et les formes de l'attachement résidentiel permettent d'ouvrir des problématiques qui prennent moins en compte les politiques publiques d'aménagement et sont mieux centrées sur la personne. ■

## I Notes

1. « L'anthropologie écologique » de Tim Ingold s'intéresse plus aux pratiques et aux dispositifs, qu'aux ontologies et aux représentations, et insiste sur les « cheminements », les « lignes », les « gestes » qui inscrivent l'humain dans un milieu dont il est partie prenante et avec lequel il est en permanente relation à travers ce qu'il en perçoit. L'auteur distingue ainsi entre « habiter » qui renvoie à l'occupation d'un lieu, et « résider » qui inscrit l'individu dans les liens (les « lignes ») qu'il a établis avec le lieu ou milieu qui l'entoure, dans lequel il a constitué une série de « maillages » qui l'attachent à ce lieu.

2. Encore que l'un et l'autre s'inspirent du biologiste allemand von Uexküll [Bonnin, 2001].

3. Dans cet article, nous considérerons que les aspirations sont des projections mentales sensibles et positives – qu'on les appelle espoir, espérance ou désir, selon les termes de Chombart de Lauwe – mais aussi construites autour de projets concrets que les individus portent vers un futur qu'ils estiment accessible. Par exemple, nous parlerons d'aspiration à mieux vivre, mais pas d'aspiration à des « lendemains qui chantent » pour reprendre une formule à la mode en cette fin des années 1970.

4. Chombart de Lauwe est le fondateur, en 1950, du Groupe d'ethnologie sociale dans

le cadre duquel il dirigea de nombreux travaux de recherche.

5. Si, pour certains, l'influence de Chombart auprès des aménageurs et des architectes fut bien réelle [Imbert, 2005 : 16], d'autres sont plus circonspects [Paquot, 2012 : 139 *sqq.*]

6. C'est l'auteur qui souligne.

7. Voir encadré.

8. Lire en particulier les travaux conduits sous l'égide du programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles françaises, dont une longue synthèse a été produite en 2005 (voir bibliographie).

9. Établissement public d'aménagement de Lille Est, ou ÉPALE.

10. 47 % en 2002.

11. Pour de plus longs développements sur ces utopies et leur souvenir, voir Rautenberg, 2015.

12. Prévus pour 120 000 habitants, son extension sera stabilisée finalement aux alentours de 50/60 000 dans les années 1980.

13. Un historique de ces premières années, jusqu'en 1984, a fait l'objet d'une exposition en 2006 ainsi que d'un catalogue par le service des archives municipales (voir bibliographie).

14. Villeneuve d'Ascq s'est construite sur le territoire de trois anciennes communes,

Annappes, Flers et Ascq, qui comptaient déjà 20 000 habitants.

15. En 1982, il y avait 42 % de propriétaires, chiffre à peu près stable depuis.

16. Nous appelons « dispositions » les ressources culturelles et sociales qu'ont les individus au moment où ils emménagent et qu'ils vont mettre en œuvre afin de s'adapter aux situations nouvelles auxquelles ils doivent faire face.

17. En 1982, l'ensemble de la ville nouvelle comprenait, sur 58 700 habitants, 44 % d'actifs dont 0,3 % d'agriculteurs, 13 % de cadres et professions intellectuelles, 25 % de professions intermédiaires, 31 % d'employés, 26 % d'ouvriers.

18. Le quartier Château étant réputé plus « bourgeois », celui de Triolo accueillant de nombreux universitaires tout en ayant de nombreux logements sociaux, le Centre-ville étant le quartier le plus populaire [Lefebvre et Rautenberg, 2010 : 40 *sqq.*]

19. Ces données sont disponibles dans notre rapport [Rautenberg et Lefebvre, 2006 : 30 *sqq.*]

20. Toutes les rues de chaque quartier sont identifiées par la première lettre de leur nom : celles du quartier du Château commencent par la lettre C, celles du Triolo par la lettre T et ainsi de suite.

21. Plusieurs d'entre eux entreront au conseil municipal.

## I Références bibliographiques

- Archives municipales de Villeneuve d'Ascq, 2010, *À la conquête de l'Est, 1969-1984. Construction de la ville nouvelle du Nord. Exposition des archives municipales*. Villeneuve d'Ascq.
- BONNIN Philippe, 2001, « Pour une et(h)nologie sociale de l'espace », *Espaces et Sociétés*, 103 : 114-139.
- BOURDIEU Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz.
- CHIVA Isac, 1987, « La maison : le noyau du fruit, l'arbre, l'avenir », *Terrain*, 9 : 5-9.
- CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, 1965, *Des hommes et des villes*, Paris, Payot.
- CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, 1971, *Pour une sociologie des aspirations. Éléments pour des perspectives nouvelles en Sciences Humaines*, Paris, Denoël.
- DASSIÉ Véronique, 2010, *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, Éditions du CTHS.
- DUSSART Brigitte, 2012, « Du logement moderne au logement postmoderne : les petites tyrannies de l'architecture domestique », in Antigone Mouchtouris (dir.), *L'Actualité de Paul-Henri Chombart de Lauwe. Aspirations sociales et espace urbain*, L'Harmattan : 93-117.
- ELEB-VIDAL Monique, Anne-Marie CHÂTELET et Thierry MANDOU, 1988, *Penser l'habité. Le Logement en questions*, Liège, Pierre Mardala.
- IMBERT Christophe, 2005, *Les Ancrages des habitants des villes nouvelles franciliennes : des bassins de vie en construction*, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.
- INGOLD Tim, 2013, *Marcher avec les dragons*, Bruxelles, Zones sensibles.
- LAMAISON Pierre, 1987, « La notion de maison : entretien avec Claude Lévi-Strauss », *Terrain*, 9 : 34-39.
- LEFEBVRE Bénédicte et Michel RAUTENBERG, 2010, *Utopies et mythologies urbaines à Villeneuve d'Ascq*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion.
- MARTUCELLI Danilo, 2006, *Forgé par l'épreuve. L'Individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin.
- PAQUOT Thierry, 2012, « Méthodes et concepts de l'anthropologie urbaine française », in Antigone Mouchtouris (dir.), *L'Actualité de Paul-Henri Chombart de Lauwe. Aspirations sociales et espace urbain*, Paris, L'Harmattan : 119-145.
- Programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles, 2001-2005, 2005, *Villes nouvelles françaises Rapport final*, Premier ministre, ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.
- RAUTENBERG Michel, Samuel BORDREUIL, Arlette HÉRAT, Bénédicte LEFEBVRE et Corinne SADOKH, 2003, *L'Espace public en villes nouvelles*, Programme interministériel d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles, Ifrésis.
- RAUTENBERG Michel et Bénédicte LEFEBVRE, 2006, *Utopies, relations de voisinage et mythologies urbaines à Villeneuve d'Ascq*, ministère de la Culture, Clérsé.
- RAUTENBERG Michel, 2015, « L'identité d'une ville nouvelles aux prises avec ses utopies fondatrices », in Lucie K. Morisset (dir.), *S'approprier la ville. Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels*, Montréal, Presses de l'université du Québec : 143-154.
- ROULLIER Jean-Eudes, 1989, *Villes nouvelles en France*, Economica.
- SAINT-PIERRE Caroline de, 2014, « À la recherche d'une image singulière. Le déroulement de logiques patrimoniales dans des secteurs de Buenos Aires et de la banlieue parisienne », in Caroline de Saint-Pierre, (dir.), *La Ville patrimoine. Formes, logiques, enjeux et stratégies*, Presses universitaires de Rennes : 219-239.
- TELLIER Thibault, 2003, « La mémoire politique de Villeneuve-d'Ascq », *Ethnologie française* XXXIII : 51-57.
- VADELORGE Loïc, 2003, « Des villes sans histoire », *Ethnologie française* XXXIII, 1 : 21-30.

## I ABSTRACT

Changing the City, Changing of Life. Utopias, Aspirations and Inhabitant Commitments in Villeneuve d'Ascq

Anthropology of dwelling could find in the ethnography of so-called « villes nouvelles » a fertile ground for the rediscovery of a field of research somewhat forgotten since the death of the French sociologist Paul-Henry Chombart de Lauwe. Our article shows that the residential attachment is developed in a more or less happy adjustment of the aspirations for a better living to an urban and architectural reality that is sometimes far from the founding utopias. By committing themselves to defend their new homes, the pioneers of the villes nouvelles wrote a page of its history, still reminiscent of the neighbourly relations.

*Keywords:* Villes nouvelles. Utopias. Nature in the city. Memory. Chombart de Lauwe.

## I ZUSAMMENFASSUNG

Wechsel der Stadt, Lebenswechsel. Utopien, Wünsche und Engagement der Bewohner von Villeneuve d'Ascq

Die Anthropologie des Wohnens kann in der Ethnographie der neuentstandenen Städte ein Forschungsfeld wiederentdecken, das seit dem Tod von Paul-Henry Chombart de Lauwe in Vergessenheit geraten ist. Unser Artikel zeigt auf, dass die Bindung zu einem Wohnort sich in der mehr oder weniger geglückten Anpassung des Strebens entwickelt, in einer städtischen und architektonischen Realität zu leben, die sich von den ursprünglichen Utopien entfernt. Durch das Engagement zur Verteidigung ihres neuen Wohnraums, haben die Pioniere der Neustadt eine neue Seite ihrer Geschichte aufgeschlagen, die noch heute die Nachbarschaftsbeziehungen prägt.

*Stichwörter:* Neustadt. Utopien. Natur in der Stadt. Chombart de Lauwe.

130 Michel Rautenberg

## RESUMEN

Cambiar de ciudad, cambiar de vida. Utopías, aspiraciones y compromisos de los habitantes en Villeneuve d'Ascq

La antropología de la vivienda puede encontrar en la etnografía de las ciudades nuevas un terreno de investigación propicio al redescubrimiento de un campo de investigación un poco olvidado desde la desaparición de Paul-Henry Chombart de Lauwe. Nuestro artículo demuestra que el apego residencial se elabora en el ajuste más o menos logrado de las aspiraciones a tener una mejor vivienda, a una realidad urbana y arquitectural que se ha alejado a veces de las utopías fundadoras. Comprometiéndose en defender sus nuevas viviendas, los pioneros de la ciudad nueva han escrito una página de su historia que sigue marcando las relaciones de vecindad.

*Palabras-clave* : Ciudades nuevas. Utopías. Naturaleza en la ciudad. Chombart de Lauwe.